

Comment les compétences sociales structurent-elles l'insertion professionnelle des jeunes à Cotonou et N'Djaména ?

Mention de l'auteur :

Prénoms, Nom: Nékouanodji Carine MBAINDOLOUM

Nom de l'institution : Ecole Doctorale Pluridisciplinaire (EDP) « Espaces, Cultures et Développement » / U

Email : nek_carine@yahoo.fr

La question de l'insertion professionnelle des jeunes est au cœur des enjeux majeurs actuels. De nombreuses réflexions s'organisent autour et les diagnostics qui en découlent varient suivant des angles multiples. Ainsi, l'insertion professionnelle des jeunes dépend-elle des compétences sociales ou de logiques d'actions ? Pourquoi traiter de cette question sous un angle si nettement binaire ? la recherche est de nature mixte et donc progressive, l'analyse est stratégique ; d'un point de vue de l'individualisme méthodologique. En effet,

- 1. seuls les individus ont des buts et des intérêts ;*
- 2. le système social, et ses changements, résultent de l'action des individus ;*
- 3. tous les phénomènes socio-économiques sont explicables ultimement dans les termes de théories qui se réfèrent seulement aux individus, à leurs dispositions, croyances, ressources et relations. Suivant une perspective comparative, un diagnostic factuel et actualisé est posé non seulement sur les obstacles à l'insertion professionnelle des jeunes mais aussi sur les « pistes sinueuses des choix opérés » (Amblard et al., 2005 :198). Cela a rendu possible l'identification du profil du jeune. Par ailleurs les éléments d'analyse au niveau des deux villes placent la compétence sociale aux frontières de leur parcours de vie et délimitent le champ des possibilités pour ces jeunes à la recherche de l'emploi.*

Mots clés : INSERTION PROFESSIONNELLE, JEUNES, COMPETENCES SOCIALES , COTONOU ET N'DJAMENA

Summary

Taken as a whole, the professional insertion of young people remains and remains a social and political problem. In this sense, the problematization of individual or interindividual situations suggests a certain number of knowledge and analysis approaches that will allow to detect a form of coherence in the diversity of actions. Although some of the knowledge immediately sought to construct the analysis from collective sets or societal contexts, endowed by hypothesis of own logic (Gaudin, 2001:4), the salience of the personal touches in the actions requires Consider the interaction between social frameworks and individual practices (or autonomy) in terms of approach. This is what we are trying to elucidate through the question of the professional insertion of young people in Cotonou and N'Djamena. Whether it is the disparities or similarities found in the context of the two cities in terms of results, the notion of "Milieu" in classical geographers, and/or that of "society" among early sociologists durkheimiens always accompanies that of logic and/or rationality (thus individual) in the acts that young people pose to be able to fit into the fabric Professional and social.

KEY WORDS: SOCIAL ABILITIES, YOUTH, JOB INSERTION, COTONOU, N'DJAMENA

Introduction

L'insertion professionnelle des jeunes constituent un enjeu majeur pour les politiques dans le monde et particulièrement en Afrique. Cependant, face à l'augmentation du chômage de longue durée, et aux risques d'exclusion et de pauvreté, c'est l'incapacité de notre modèle social à faire face à la situation des nouvelles générations qui est en question.

Certes, ce diagnostic obscur ne doit pas occulter les opérations et politiques volontaristes qui ont été développées ces dernières années tant de la part des pouvoirs publics, que des partenaires sociaux et des entreprises.

En effet, pour ce qui est de notre champ de recherche à Cotonou (au Bénin) et à N'Djaména (Tchad), les autorités politico-administratives ont ratifié de nombreuses conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et érigé des programmes qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de développement économique, social et institutionnel afin de développer des stratégies et des actions visant à promouvoir la création d'emplois productifs et décents pour les jeunes, garçons et filles, dans une perspective de sortie de crise et de développement durable. Même si l'on note à certains niveaux, une méconnaissance (par les concernés) et la faible application des droits fondamentaux au travail (avec pour conséquence de nombreux conflits sociaux et des discriminations multiformes).

Au nombre des politiques menées par les Etats (Bénin et Tchad) pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, il y'a l'érection de plusieurs organes dont l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et le Fonds National pour la Promotion de l'Emploi et l'Entreprise des jeunes (ANPE et FNPEEJ (par décret n°2003-224 du 07 juillet 2003) au Bénin, et l'Office Nationale pour l'Emploi (ONAPE qui combine à lui les deux volets, c'est-à-dire l'emploi salarié et indépendant régi par le décret N°741/PR/MFPTE/92 du 10/09/92) au Tchad. Aujourd'hui en effet, des activités d'offre de stages ou de formations, d'offre d'emploi, d'appui-conseil, d'orientation professionnelle, et de mise en relation sont menées afin de faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs et primo-demandeurs. Différents programmes de pré-insertion et d'insertion sont développés au sein des organes de lutte contre le chômage et le sous-emploi (l'ANPE, le FNPEEJ et l'ONAPE...) afin d'aider les jeunes à accéder à un emploi salarié ou indépendant.

Cependant, malgré toutes ces mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, on note la persistance d'un chômage élevé parmi les jeunes actifs, ce qui pose donc la question de l'efficacité des politiques de l'emploi, qui débouche sur la mise à l'écart sociale et économique de ces derniers. La «jeunesse plus qu'une phase de transition est un statut d'attente » car, un des éléments déterminants de la fin de la jeunesse réside dans la quête

d'indépendance. Celle-ci se caractérise certes, par plusieurs éléments mais reste néanmoins fortement axée sur l'emploi stable. (L'oncle 2010 :73 cité par Hbila, 2012 :16).

Si les jeunes ont bien des difficultés spécifiques en commun, notamment une plus grande exposition aux crises, les jeunes sont loin de former un groupe homogène face à l'emploi. La compétence sociale joue même un rôle encore plus déterminant que la tranche d'âge. En effet, en évoquant les raisons d'une non-insertion professionnelle l'on se rend compte avec Duchène et Poplimont (2013 :3) que les parcours d'insertion de ces jeunes sont chaotiques, alternant des emplois précaires et de longues périodes d'inactivité. Toutes les ramifications soutenues ici évoquent la question de "responsabilisation" des jeunes en matière d'insertion professionnelle (Demazière et Pélage, 2001 :86). Dans un contexte où divers obstacles annihilent de plus en plus les actions de ces jeunes dans les processus de leur insertion professionnelle à Cotonou et N'Djaména, cette "responsabilisation" est exprimée non pas en termes d'occupation de postes définis mais plutôt dans le sens d'une: « capacité à

mobiliser » trois types de savoirs : Savoirs cognitifs, savoir-faire et enfin savoirs-être (Stroobants, 1998 :14).

1. Règles d'investigation de la question de l'insertion professionnelle des jeunes à Cotonou et N'Djaména

Notre choix méthodologique s'est porté sur la méthode progressive de Lefebvre (1968 revisitée par Rémi et Rabineau, 2012 :18.). Ce dispositif est progressif, dans le sens où il accompagne les transformations d'un espace urbain. L'auteur conçoit alors l'urbain, à partir de l'analyse de la crise de la ville. En effet, c'est à partir de l'actuel que l'on analyse, on remonte de proche en proche aux conditions de cette réalité actuelle. On tente de dégager, à travers cette démarche régressive, ce qui a précédé le présent. Ensuite, on reprend le processus en sens contraire pour éclairer, élucider, déployer, développer... On essaye de voir tous les possibles (les "virtualités") contenus dans la situation présente.

L'approche méthodologique étant mixte, les deux axes sont les méthodes d'investigation quantitatives et qualitatives. Aussi faut-il croiser l'enquête par questionnaire avec les entretiens (semi-directifs, non-directifs, focus groups...) et l'observation en continu (directe, participante, active...).

Le modèle d'analyse est stratégique (Crozier et Friedberg, 1977 : 35) ; d'un point de vue de l'individualisme méthodologique non seulement parce que se trouve au centre l'analyse stratégique et qu'il est purement compréhensif. En effet, comme tout phénomène social est le résultat d'actions individuelles, un moment essentiel de toute analyse sociologique consiste à comprendre ces actions. "Analyser stratégique", revient donc à comprendre les comportements comme ayant une intentionnalité, mais aussi comme étant variables : l'intentionnalité existe toujours mais la direction est variable en fonction du contexte ami-ennemi », à nous d'ajouter, contexte chômage-insertion professionnelle. Ainsi, les comportements recherchés ici, sont ceux des jeunes, acteurs de leur propre insertion professionnelle (à Cotonou et N'Djaména). Car, on ne connaît la réalité qu'à partir des gens qui la vivent, qui peuvent en parler et dont on peut comprendre le comportement. D'ailleurs, selon Bourdieu (1980 :119), les stratégies sont des actions objectivement orientées par rapport à des fins qui peuvent n'être pas les fins subjectivement poursuivies. En clair, pour l'auteur, la stratégie s'assimile au sens du jeu : « Le bon joueur, qui est en quelque sorte le jeu fait homme, fait à chaque instant ce qui est à faire, ce que demande et exige le jeu...».

Quels sont les aboutissements d'une telle démarche ? Dans le souci de dissiper toute ambiguïté en ce qui concerne l'insertion professionnelle des jeunes à Cotonou et N'Djaména, nous avons jugé opportun de clarifier tout concept qui lui est intrinsèquement lié. Il s'agit notamment dans un premier temps, du concept de l'insertion, ensuite de l'insertion sociale. Le souci d'exhaustivité aurait souhaité que nous abordions d'autres concepts subsidiaires (emploi, employabilité, emploi informel, sous-emploi (invisible ou non), travail, marché du travail, chômage, halo du chômage, chômeur, NEET.etc.) tous liés directement ou indirectement au monde du travail et qui sont en vigueur dans cet univers cependant, les exigences rédactionnelles du présent article nous ont limité.

2. Pourquoi traiter de l'insertion et non de l'intégration ?

2.1. Insertion

Du latin *inserere*, le terme signifie introduire ; trouver sa place dans un ensemble.

Loin d'être stricto sensu professionnelle, le concept s'apparente à tout un parcours jalonné par des apprentissages considérés comme des « signes de socialisation » ; ces apprentissages irréductibles à des apprentissages scolaires ou professionnels sont motivés pour une large part par le type de public accueilli et partiellement tributaires du type de relation qui s'instaure entre le jeune et l'institution (Galland, 1991 : 93).

Sans entrer dans l'analyse sémantique, on constate que le dictionnaire donne à ces deux mots des sens assez rapprochés signifiant une incorporation à un groupe constitué. Le terme insertion s'est substitué à celui d'intégration depuis la publication, en France, du rapport Schwartz sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en 1981. Par la suite, la plupart des ouvrages traitant de la transition formation /emploi se sont ralliés au choix du terme insertion de préférence à intégration, qu'on emploie tout de même comme synonyme à l'occasion (McNicoll et al., 1997 :11).

D'un point de vue social l'insertion signifie que les individus concernés ont accès à l'emploi (d'où l'insertion professionnelle), au logement, à la protection sociale. L'insertion s'oppose donc à la marginalisation et à la ségrégation. C'est un « processus socialement construit dans lequel sont impliqués des acteurs sociaux et des institutions (historiquement construites), des logiques (sociétales) d'action et des stratégies d'acteurs, des

expériences (biographiques) sur le marché du travail et des héritages socio-scolaires” (Bordigoni et al. cités par Dubar, 2001 :27). De ce point de vue, l'insertion se définit comme « le résultat du processus d'intégration sociale des individus ou ce processus lui-même » (Piriou, 2004 : 63). Selon Dubar (op cit 2001), la définition de l'insertion proposée par un collectif de chercheurs peut se résumer ainsi : c'est un “processus socialement construit dans lequel sont impliqués des acteurs sociaux et des institutions (historiquement construites), des logiques (sociétales) d'action et des stratégies d'acteurs, des expériences (biographiques) sur le marché du travail et des héritages socio-scolaires” (Bordigoni, Demazière et Mansuy, 1994 :34).

2.2. Insertion sociale

L'insertion sociale est un concept beaucoup plus vaste que l'insertion professionnelle. Elle touche à tous les aspects de la vie en société et peut se définir comme l'intégration des jeunes dans la société, leur passage à l'âge adulte, l'accès à l'autonomie (en matière de logement, de ressources financières, de vie de couple, etc.) et leur aptitude à assurer un rôle de citoyen actif et cultivé. Les modes de vie des jeunes dans la société actuelle invitent toutefois à prendre conscience du caractère de plus en plus flou du concept d'insertion sociale et de la porosité de ses frontières théoriques.

Ainsi, ce bref aperçu des notions d'insertion et d'insertion sociale vise à éclairer le concept de “ ’insertion professionnelle ” des jeunes dans le sens des compétences sociales. Compétences qui guident les jeunes dans le processus d'acquisition du statut d'adulte par le biais du travail et/ou d'un emploi relativement stable. Qu'en est-il alors de l'insertion professionnelle elle-même ?

2.3. Insertion professionnelle

L'insertion professionnelle est un concept qui exige d'être manipulé avec soin. Même si plusieurs critères objectifs permettent de le cerner selon ce qui apparaît comme souhaitable (emploi permanent par exemple), il n'en reste pas moins qu'au niveau subjectif les positions varient au gré des personnes et des situations.

Originellement, l'insertion professionnelle est définie comme une étape de transition entre la sortie de l'appareil scolaire et l'entrée dans un emploi stable. Duchène et Poplimont (2013 :3), s'inspirant des travaux de Tahar (1998), définissent la fin de la phase de transition comme le moment à partir duquel n'apparaît plus une situation perçue comme négative. C'est le fait pour un demandeur d'emploi de trouver un emploi précaire ou durable. De la part des pouvoirs publics, elle consiste à la mise en œuvre de stratégies pouvant offrir l'emploi au grand nombre. Mais la démarche d'insertion professionnelle reste souvent dans une

logique sociale et peu économique. La conséquence est que les demandeurs d'emploi ne sont pas responsabilisés et sont peu compétitifs sur le marché de l'emploi.

Une lecture croisée des politiques d'insertion professionnelle des jeunes dans le champ (Cotonou et N'Djamena) permet de dégager quelques points convergents :

- le passage du primo-demandeurs d'emploi du système éducatif au système productif (insertion);
- le retour à l'emploi de personnes s'étant précédemment retrouvées au chômage après une première expérience professionnelle (réinsertion) ;
- la reconversion de travailleurs en poste, mais en quête de mobilité ou tout simplement engagés dans une démarche préventive de consolidation de leurs acquis professionnels et de prévention de leurs emplois ;
- l'accompagnement individuel et l'assistance aux personnes désireuses de créer leur propre entreprise.

Dubar (2001 :34) tout en restant fidèle au point de vue du collectif de chercheurs note ce qui suit. Dire que l'insertion professionnelle est socialement construite, c'est dire plusieurs choses en même temps : qu'elle est historiquement inscrite dans une conjoncture (économique et politique) ; qu'elle est dépendante d'une architecture institutionnelle qui traduit des relations spécifiques (à un espace sociétal) entre éducation, travail

et rémunération ; qu'elle est dépendante des stratégies d'acteurs y compris de celles des personnes concernées ; que ces dernières sont elles-mêmes liées à des trajectoires biographiques et notamment à des inégalités sociales de réussite scolaire.

La notion d'insertion professionnelle renvoie donc à « un processus dynamique qui caractérise le passage du système éducatif à une position d'activité relativement stabilisée » (Mansuy et al, 2001 :41) dans le marché du travail. Elle ne correspond pas au simple moment où un individu accède à un emploi. Ce processus s'enclenche lorsqu'un individu alloue son temps à un emploi rémunéré ou à la recherche d'emploi dans une plus forte proportion qu'aux loisirs, aux études et au travail non rétribué. Elle prend fin lorsque l'individu cesse de consacrer du temps à la recherche d'emploi ou à des études en vue d'accéder à un autre emploi, a un emploi durable qui ne s'éloigne pas trop de ses attentes, potentiellement revues à la baisse, et qu'il considère devoir garder ou accepter compte tenu des informations dont il dispose sur le marché du travail. Par extension, cet emploi lui permet de subvenir à ses besoins, de parvenir à une autonomie financière avec probabilité de la maintenir et de former des projets de vie qui lui semblent réalisables à plus ou moins long terme. La stabilité d'emploi – c'est-à-dire le fait qu'un individu ne prévoit pas perdre son emploi, ni le quitter délibérément dans un bref laps de temps – et la possibilité de réaliser ses projets de vie

s'avèrent ainsi des dimensions centrales de l'insertion professionnelle et sociale et de l'entrée dans la vie adulte. Cette définition de l'insertion inclut à la fois des critères objectifs et des éléments subjectifs liés aux représentations que les jeunes ont de leur insertion, ce qui permet de porter un jugement sur la fin du processus (Trottier et al., 2012 :2).

Selon Trottier et al. (op.cit), l'accent est mis ici sur la stabilisation en emploi plutôt que sur la correspondance formation-emploi. Elle n'est pas liée uniquement au fait d'occuper un emploi à contrat à durée indéterminée, mais à la capacité d'un individu de se maintenir dans le marché de l'emploi, d'échapper au chômage, même s'il n'occupe pas un emploi permanent. C'est en se référant à ce deuxième type de stabilité que l'auteur propose de retenir le critère de l'autonomie financière et de la probabilité de la maintenir comme critère de la fin du processus d'insertion (Vincens, 1997 :27). Cette proposition rejoint celle de Vernières (1993 :97) pour qui « l'insertion s'achève lorsque l'individu a atteint une position stabilisée dans le système d'emploi ». Le terme « position stabilisée » met en relief le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'un emploi stable, mais qu'un individu « peut très bien occuper durablement des positions instables ».

Ainsi, d'un point de vue classique et original surtout, l'insertion socioprofessionnelle est considérée comme étant le passage réussi entre la formation scolaire et la vie active. Cette doxa suppose

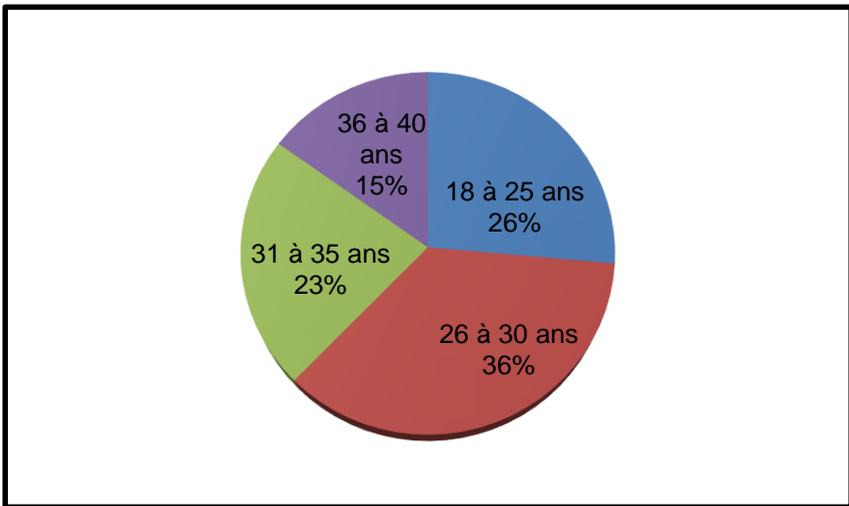
que, dans un temps court, les personnes munies d'un diplôme accèdent à un emploi permanent, à temps plein, en relation avec leur domaine d'études. L'idée est donc de considérer l'insertion comme un processus rationnel de recherche d'emploi. Dans ce sens, l'insertion débute lorsque les personnes consacrent leur temps à la recherche d'un emploi et se termine lorsqu'elles détiennent un emploi qui convient à leur formation et à leur projet de vie personnelle.

Cependant, dans le contexte de Cotonou et N'Djaména l'insertion professionnelle comme un peu partout en Afrique n'est plus perçue comme cette étape de transition entre la sortie de l'appareil scolaire et l'entrée dans un emploi stable. Elle est plutôt relative à cette forme de combinaison de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes qui renvoient généralement à trois types de compétences selon la perspective de Stroobants, ((Stroobants, 1998 :14). Il s'agit à cet effet, des compétences scolaires (ou savoirs cognitifs), les compétences techniques, méthodologiques (ou savoir-faire), et enfin les compétences comportementales (ou savoir-être). Ces dernières sont souvent appréhendées comme des compétences non cognitives, qui renvoient à une norme sociale.

Ces compétences sociales se rapportent ainsi aux « non cognitive skills » ou « soft skills » fréquemment évoquées dans la littérature anglo-saxonne (Heckman et Kautz, 2012 ; Borghans, Meijers, ter Weel, 2008). Nous ne percevons pas cette combinaison uniquement en entreprise mais d'un point de vue plus ou moins global. En effet, c'est l'ensemble des trajectoires formels ou informels, des stratégies, des formes d'apprentissage, des emplois temporaires et manuels, voir même des filiations, des réseaux relationnels qu'un jeune arpente pour se faire une place dans le tissu professionnel tant à Cotonou qu'à N'Djamena. Elles s'apparentent plus aux compétences transversales (Morlaix, 2015) ; plus volontiers apparentées soit à des savoirs méthodologiques (savoir-faire que l'on peut transférer d'une activité à l'autre), soit à des savoirs comportementaux (savoir-être liés à l'estime de soi ou au comportement adéquat adopté pour résoudre un problème ou aborder une situation).

3. Catégories comparables de l'insertion professionnelle des jeunes à Cotonou et N'Djaména

Figures 1: Jeunes interviewés par catégorie d'âge



Près de 60% des jeunes interrogés à Cotonou et N'Djaména ont entre 26 et 35 ans.

Les catégories que ces «jeunes» forment s'apparente à un passage marqué par la préparation et la mobilisation de soi pour acquérir une position de moins en moins programmée et prévisible puisque le changement est devenu la règle. Il s'agit là de la caractéristique centrale de la jeunesse contemporaine (Chafik, 2005:34). Dubet (2004 :15) en déduit même que :« la

jeunesse s'impose comme l'expérience moderne par excellence quand rien n'est donné et que tout est acquis par les acteurs eux-mêmes.».

Tableau I : Compétences sociales en matière d'insertion professionnelle dans les deux contextes sociétaux

Compétences sociales	Cotonou %	N'Djaména %	Observations
« Savoirs cognitifs »	8	7	L'insertion professionnelle n'est plus une étape de transition entre la sortie de l'appareil scolaire et l'entrée dans un emploi stable Du coup, les jeunes sont entre inconstance et réversibilité
« Savoir-faire »	92	93	
« Savoirs-être »			

Source : enquête de terrain, 2018

Moins de 10% sont ces jeunes qui ont connu un cursus normal c'est-à-dire cycle formation emploi dans les deux contextes sociétaux.

Interpréter cette catégorie de résultat revient à se demander : de quelle manière les compétences sociales structurent-elle l'insertion professionnelle des jeunes à Cotonou ? ainsi, comprendre le système d'emploi revient à appréhender les conduites d'insertion.

En effet, ce sont des paramètres qui varient en fonction des situations, des opportunités et du statut social de chaque individu. Le rapport au travail et les formes de compétences sociales mobilisés en matière d'insertion professionnelle ne sont pas les mêmes chez tous les jeunes tant à Cotonou qu'à N'Djaména. Et, ceux rencontrés n'avaient pas dérobes à la règle ; ils n'ont pas utilisé les mêmes stratégies et voies pour tenter de trouver du travail.

Aussi bien à Cotonou qu'à N'Djaména, les jeunes interviewés utilisent la stratégie du « second couteau ». Ils se mettent en formation continue et/ou exercent des activités en faisant un biais dans le secteur de l'artisanat.

II- Activités comme tremplin vers l'insertion professionnelle

Activités	Cotonou	N'Djaména	Observations/spécificités
Taxi moto	Oui	Oui	Corps Hétérogène à Cotonou et Homogène à N'Djaména.
Vente d'essence frelatée	Oui	Non	Spécifique à Cotonou

Coiffure	Oui	Oui	Dans les deux villes
Couture	Oui	Oui	Dans les deux villes

Source : enquête de terrain, 2018

Pour une certaine catégorie de jeunes, il faille avant tout rester sur le marché du travail, ne pas décrocher, pouvoir trouver du travail même à temps partiel et pour des durées limitées (“participer à l’emploi”). Ils sont prêts à mettre de côté leur fierté. On retrouve aussi dans cette catégorie, ceux qui sont à plein temps mais occupant des emplois de qualité dérisoire.

En effet, le métier de zemidzã (Taxi moto) renferme toutes les catégories socio-professionnelles à Cotonou tandis qu’à N’Djaména le métier de *clando* (Taxi moto) ne recrute que les jeunes étudiants qu’ils soient finissant ou pas.

La vente d’essence frelaté par les particuliers est interdite à N’Djaména, du coup ce cas est spécifique à Cotonou :

« Comme je n’ai pas de moyens pour me lancer moi-même, j’ai décidé de vendre en attendant de l’essence pour un ami et avoir un petit salaire à la fin du mois ». D’après un jeune, Février 2016

Tableau III : Utilisation des filiations

Utilisation	Cotonou	N'Djaména	Observations/spécificités
des filiations et des réseaux relationnels	Oui	Oui	Les jeunes utilisent ces moyens dans les deux contextes sociétaux

Source : données de terrain 2017

« Après mon BTS en GC, j'ai intégré une société de TRI par le biais d'une amie, Mais comme ça ne paye pas bien, j'ai dû démissionner pour un poste de caissier dans une Banque reconnue, En effet, quand j'ai appris pour le recrutement, j'ai pris rendez-vous avec un beau-frère qui est chargé d'organiser le test pour des négociations, C'est donc de cette manière que j'ai intégré cette

Banque » Jeune caissière, Mai, 2016

Conclusion

Les évolutions sociales, les mutations et exigences du marché du travail, amènent un certain nombre de sociologues, à considérer qu'un jeune peut s'acquitter des attributs de l'âge adulte pour une période donnée et les perdre à la suite d'une mésaventure (perte d'emploi...). Ainsi, les jeunes n'évoluent plus dans des parcours

de vie linéaires, mais en dents- de -scie et qu'on peut appeler les « trajectoires yoyo ». Ce sont ces faits qui désignent les allers-retours entre une situation sociale et une autre (Loncle 2010 :73 cité par Hbila , op.cit.). Ainsi, les jeunes manient à la fois des connaissances déclaratives (savoirs ou connaissances conceptuelles), connaissances procédurales (savoir-faire ou habiletés) et connaissances conatives (savoir-être ou attitudes) » pour s'insérer dans le tissu professionnel et social à Cotonou et N'Djaména.

Références bibliographiques

- 1) BOUDON R., 1986, « Individualisme et holisme dans les sciences sociales » in Birnbaum Pierre et Leca Jean 1986, Sur l'individualisme : théories et méthodes, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques
- 2) BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984
- 3) CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995
- 4) CHAFIK H., 2013 *Jeunes de quartiers populaires et politiques de jeunesse : adhésion et résistance des jeunes*, Thèse de doctorat Sciences humaines et sociales, mention sociologie, Université de Rennes 2 Haute Bretagne sous le sceau de l'Université européenne de

Bretagne, Centre Interdisciplinaire d'Analyse des Processus Humains et Sociaux (CIAPHS)

5) CHENAL J. 2009. *Urbanisation, planification urbaine et modèles de ville en Afrique de l'Ouest : jeux et enjeux de l'espace public* Thèse de doctorat au Laboratoire de Sociologie Urbaine (LaSUR) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

6) CROZIER C., FRIEDBERG E., 1977, *l'acteur et le système les contraintes de l'action collective*, Seuil

7) Direction de la Prospective et du Développement Municipal, 2008, Plan de Développement de la Ville de Cotonou, Mairie de Cotonou

8) DUBAR C., 2001, «La construction sociale de l'insertion Professionnelle », Laboratoire PRINTEMPS, Professions, Institutions, Temporalités, CNRS, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines n° 7

9) DUBAR, 2001 « Entre éducation et travail : les acteurs de l'insertion », Éducation et Sociétés, n° 7

10) DUBET F., 1987, *La galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard

11) DUBET F., 1996 « Des jeunesses et des sociologies. Le cas français », in *Sociologie et sociétés*, n°1,

12) DUBET F., 2004 « La jeunesse est une épreuve », in *Comprendre*, n°5, Paris, PUF,

13) DURKHEIM E., 1897 *Le suicide*, Paris, PUF,

14) DURKHEIM E., 1898 « Représentations individuelles et représentations collectives », in *Revue de Métaphysique et de Morale*, tome VI

15) DURKHEIM E., 1985, *Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*. Paris : Presses universitaires de France

DURKHEIM E., 2007 *De la division du travail social*, Paris, PUF

Thématique 2 : Les sciences sociales et les
humanités francophones d'Afrique : regard
pluriel